

Le succès de la prime d'activité ouvre la voie à un revenu universel de base



Les partenaires sociaux, qui trouvent désormais à la prime d'activité toutes les vertus, vont ouvrir la voie au revenu universel, dont on avait beaucoup parlé pendant la campagne présidentielle.

Avec Jean-Marc Sylvestre

La prime d'activité, revue et corrigée par Emmanuel Macron en réponse à la revendication des Gilets jaunes, se révèle être un véritable succès. **Normalement, plus de 3,5 millions de foyers bénéficient depuis hier, mardi, de cette prime d'activité augmentée, soit 700 000 de plus qu'avant le début de la colère, une prime qui a grossi de façon importante (jusqu'à 100 euros).**

Juridiquement, près de 5 millions de foyers sont désormais éligibles, contre 3,8 millions avant le mouvement des Gilets jaunes, soit 1,2 million de foyers supplémentaires. Mais comme ce versement n'est pas automatique, les bénéficiaires doivent en faire la demande aux guichets des caisses d'assurances familiale, les CAF.

Le gouvernement prévoyait pour janvier 400.000 foyers bénéficiaires en plus. On s'aperçoit qu'ils seront beaucoup plus nombreux. Alors, il y a tous ceux qui ne faisaient pas la demande parce qu'ils en ignoraient la procédure, mais il y a aussi les nouveaux bénéficiaires, puisque cette prime concerne l'ensemble des actifs, les salariés mais aussi les agriculteurs, fonctionnaires et indépendants.

Soit 5 millions de foyers éligibles (7,6 millions de personnes en comptant conjoints et enfants) peuvent au total prétendre à la prime. Alors, le gouvernement a beaucoup simplifié les procédures et les a accélérées, mais il faudra sans doute plusieurs mois pour que l'ensemble des bénéficiaires se présentent à la CAF.

La prime d'activité est donc dès aujourd'hui un véritable succès. La plupart des critiques se sont tues. Que ce soit parmi les gilets jaunes, les syndicats ou les chefs d'entreprises.

Il faut dire que, depuis qu'elle existe, les économistes considèrent que c'est une mesure d'intervention qui a peu d'effets pervers. D'ailleurs, elle a été adoucie et améliorée par tous les gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite.

Elle existe depuis 2016, année où on avait fusionné le RSA et la prime pour l'emploi. La révolte des gilets jaunes a conduit le gouvernement à encore l'améliorer, en l'augmentant de près de 100 euros par mois.

Cette augmentation correspond à une accélération du calendrier de la revalorisation, qui était initialement étalée jusqu'en 2022, à laquelle on a ajouté la revalorisation du Smic. Les conditions d'obtention sont très simples. Pour la toucher, il faut un emploi ou

une activité, même partielle, mais à condition que le revenu mensuel génère au moins la moitié d'un smic, soit 600 euros par mois jusqu'à un plafond de 1,5 fois le smic pour une personne seule sans enfant. Les étudiants et les stagiaires, qui ont reçus 78% du Smic sur trois mois (environ 930 euros), sont également éligibles.

Cette augmentation et la communication faites autour de cette prime par le gouvernement expliquent que les Caf reçoivent désormais 30 000 demandes nouvelles par jour.

Pour la macro économie, la prime d'activité va représenter aux alentours de 4 milliards, soit une grande part du montant de la relance consentie par Emmanuel Macron en décembre dernier, qui devrait représenter 13 milliards d'euros en année pleine.

Mais pour la micro-économie, cette prime d'activité n'a pas d'effets pervers. Elle bénéficie aux bas revenus, on peut donc imaginer qu'elle ira dans la consommation.

Par ailleurs, **la prime va à ceux qui ont un travail, c'est donc un encouragement au travail. Quant aux entreprises, elles n'en payent pas le surcoût**, contrairement à ce qui se serait passé si on avait augmenté le smic. Si on avait augmenté le smic, on piégeait la compétitivité des entreprises, on provoquait une distorsion de la grille des salaires. Bref, on prenait un risque avec l'emploi. Une partie des Gilets jaunes et de la France Insoumise qui réclamaient plutôt une augmentation de salaires, ont peut être compris que l'augmentation de salaires se retrouvait directement dans le prix de revient du produit ou du service, donc que c'est le client final qui la payait. Du coup, l'entreprise se retrouvait confrontée à la concurrence de marché. **Le gilet jaune est assez prompt à réclamer une augmentation de salaire et il a raison. Dans le même temps, il va réclamer des baisses de prix à la consommation. Ces deux revendications constituent une mécanique redoutable pour tuer l'entreprise et fabriquer du chômage.**

La prime d'activité est neutre. Et comme son mécanisme a été très simplifié, elle est assez compréhensible. Ni les Gilets jaunes, ni les partenaires sociaux ne peuvent sérieusement l'attaquer.

Ce qui est intéressant, c'est que cette mécanique de redistribution ouvre la voie à la création d'un revenu universel (de base). Un outil auquel beaucoup de candidats à la présidentielle avaient songé. Le parti socialiste en avait fait son cheval de bataille, mais Emmanuel Macron d'un côté et François Fillon de l'autre, avaient eux aussi retenu le principe.

La principale différence avec le revenu universel, c'est que dans l'esprit des concepteurs, le revenu universel de base remplacerait dans le même temps toutes les autres prestations et allocations qui sont versées, ce qui complique singulièrement la distribution et le calcul mais qui permet d'amortir le coût budgétaire en transférant une grande partie du financement des dépenses sociales au paiement du revenu universel de base.

Ajoutons qu'en période de sous-emploi avec un chômage structurel important et affectant principalement les emplois non-qualifiés, **la prime d'activité a un énorme avantage, elle incite à l'emploi et à l'embauche en conditionnant son versement à l'exercice effectif d'emploi.** Or, les emplois non qualifiés (et par définition faiblement payés) sont nombreux à ne pas être pourvus. S'ils sont primés, le chef d'entreprise embauche et les salariés au chômage peuvent avoir intérêt à les accepter.

Le seul inconvénient de la prime d'activité, c'est qu'elle peut dissuader le chef d'entreprise d'augmenter ses salaires. Mais comme les bas salaires sont calés sur le smic, et que le smic est réglementé, le chef d'entreprise ne bougera pas. Son projet va être de satisfaire des emplois très peu qualifiés et la prime peut lui permettre de maintenir des emplois plutôt que d'imaginer une sous-traitance dans un pays émergent ou alors un investissement pour automatiser le process.